

L'école de la reprise

PAR FRED VAN LEEUWEN

C'EST DANS DES PÉRIODES COMME CELLE QUE NOUS TRAVERSONS ACTUELLEMENT QU'IL FAUT INVESTIR DAVANTAGE DANS LA PERSONNE, ET EN PARTICULIER DANS SON ÉDUCATION. SACHANT CELA, L'INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION (IE) ÉLABORE UN PLAN D'ACTION, NON SEULEMENT POUR DÉFENDRE LE FINANCEMENT PUBLIC DE L'ÉDUCATION, MAIS AUSSI POUR MOBILISER UN SOUTIEN POLITIQUE À L'INVESTISSEMENT DANS L'ÉDUCATION EN TANT QU'ÉLÉMENT CRITIQUE DE LA REPRISE ÉCONOMIQUE.

L'Internationale de l'éducation s'inspire de la Déclaration de Washington des Global Unions de novembre 2008 lorsqu'elle dit :

Outre les infrastructures, l'heure est aussi à l'investissement dans les personnes et à un engagement renouvelé en faveur de dotations de financement public et de services publics de qualité. Nous invitons les organisations membres à nous faire part de leurs idées sur la manière dont les syndicats de l'éducation peuvent adopter une approche proactive et stratégique pour défendre une éducation publique de qualité.

Une action énergique s'impose. Il faut penser en dehors des schémas et inviter les gouvernements et les électeurs à faire de même. En 2009, le monde comptera des dizaines de millions de chômeurs et de chômeuses de plus, dont beaucoup avec un bon niveau d'instruction et une palette de qualifications, de compétences et de l'expérience.

D'après l'UNESCO, il manque 18 millions d'enseignants qualifiés dans le monde, ne fût-ce que pour relever

les défis démographiques des pays industrialisés et atteindre un des grands Objectifs du millénaire pour le développement, l'éducation primaire pour tous les enfants d'ici 2015 dans les pays en développement. Beaucoup plus d'enseignants et d'instructeurs seraient encore nécessaires pour l'enseignement secondaire et la formation professionnelle.

Beaucoup de ceux que la crise actuelle a précipités dans le

chômage pourraient être attirés par l'enseignement ou par d'autres fonctions dans l'éducation. Ils réagiraient favorablement à un plan qui leur donnerait une chance d'obtenir les qualifications nécessaires pour enseigner ou entreprendre une autre activité dans l'éducation.

Un plan mondial, mis en œuvre au niveau national, pour recruter des hommes et des femmes sans emploi dans l'éducation serait un stimulant budgétaire considérable. Il serait un élément critique des plans de relance économique et aurait aussi pour effet de rehausser l'éducation et la formation des enfants et des jeunes.

Dans chaque pays, des écoles et autres institutions d'enseignement sont au service de la collectivité et l'impact positif d'un accroissement de leurs effectifs serait profitable pour tous. Investir dans les personnes travaillant dans l'éducation deviendrait



un élément de la solution. L'incitation budgétaire que représente la possibilité de sortir du chômage des personnes qualifiées et expérimentées pour leur donner des emplois intéressants dans l'éducation se concrétiserait plus rapidement et d'une manière plus générale que ne le feraient des projets d'infrastructures seuls.

En 2007, l'Internationale de l'éducation a lancé avec Novib (Oxfam Pays-Bas) un nouveau projet intitulé "Des éducateurs de qualité pour tous" destiné à lutter contre la tendance croissante de certains gouvernements, soutenus et encouragés en cela par la Banque mondiale, à employer des personnes non qualifiées en qualité d'enseignants. Nous mettons au point des programmes-types pour dispenser une formation d'enseignant à ceux qui ne sont pas suffisamment qualifiés. Il s'agit d'une initiative qui va gagner du terrain dans les pays en développement à mesure que progresse la crise économique.

Les enseignants du Nord et du Sud sont concernés au même titre. Partout, la clé réside dans la négociation entre les pouvoirs publics et les syndicats d'enseignants sur les programmes d'éducation et d'initiation du personnel. Cela implique aussi de redoubler d'efforts pour contribuer au renforcement des capacités des syndicats membres de l'Internationale de l'éducation des pays en développement afin de les mettre en position de négocier efficacement.

Le texte qui suit est un plan en dix points à mettre en œuvre à l'échelon national par le biais de la négociation entre les syndicats membres de l'Internationale de l'éducation et leurs gouvernements respectifs. L'Internationale de l'éducation recommande aux syndicats d'enseignants de :

ÉNONCER LES BESOINS

1. Rassembler des données sur le manque d'effectifs dans l'éducation – pour des postes d'enseignants et autres dans des écoles, institutions de formation, d'éducation et autres – en s'appuyant sur les connaissances, les études et les travaux de recherche dont ils disposent.
2. Exprimer ces besoins en termes de personnel nécessaire pour dispenser un enseignement de qualité dans des écoles sûres pour les enfants et les jeunes.

RÉCLAMER DES PLANS NATIONAUX

3. Élaborer des plans nationaux pour répondre à des besoins en

personnel. Dans les pays comptant deux organisations membres de l'IE ou plus, essayer autant que possible de se mettre d'accord sur un seul plan.

4. Présenter le plan national des syndicats aux autorités, aux organisations alliées et sympathisantes, y compris aux associations de parents et autres organisations syndicales, et promouvoir le plan auprès du grand public.

FAIRE CAMPAGNE POUR LE RECRUTEMENT, CONTRE LE LICENCIEMENT

5. Appeler les pouvoirs publics à collaborer avec les syndicats de l'éducation pour maintenir les niveaux actuels de personnel enseignant et d'encadrement et à des plans pour la formation et le recrutement du personnel nécessaire pour dispenser une éducation de qualité dans des écoles sûres.
6. Réaffirmer les politiques syndicales s'agissant des normes acceptables pour l'éducation des enseignants.
7. Appuyer un renforcement des programmes d'éducation des enseignants, de formation et autres, ainsi que des programmes de mentorat et d'initiation afin de maintenir en poste le personnel récemment recruté.
8. Développer la coopération entre les secteurs de l'éducation, soutenir le rôle crucial du personnel des universités et de l'enseignement supérieur dans la recherche et l'innovation ainsi que dans l'enseignement, y compris l'éducation des enseignants, et la nécessité de renforcer l'effectif de l'enseignement pour le premier âge.

MAINTENIR LA PRESSION POUR ATTEINDRE LES OMD

9. Rappeler aux gouvernements et à l'opinion publique que maintenir le cap pour réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement, dont celui de l'Éducation pour tous, est vital pour la reprise mondiale.
10. Prôner davantage et non moins de coopération entre le Nord et le Sud. L'aide officielle au développement doit être augmentée, les agences multilatérales de développement doivent être renforcées, l'éducation des enseignants doit être plus poussée dans les pays qui s'efforcent d'atteindre les OMD, les syndicats peuvent s'aider mutuellement dans le domaine du renforcement des capacités.

Devant une crise mondiale, il faut une riposte mondiale, et c'est pourquoi l'IE travaille en étroite collaboration avec l'UNESCO, la Banque mondiale, l'OIT et l'OCDE. Elle va solliciter le soutien des Global Unions, de ses partenaires dans la Campagne mondiale pour l'éducation, des associations de parents et d'étudiants, des entreprises et des organisations de l'industrie.

Notre position est claire. Pour que l'éducation donne des résultats pour l'économie mondiale et pour l'ensemble de la société, il faut accepter que :

- L'éducation est un bien public, pas une marchandise.
- L'éducation est importante, tant du point de vue social qu'économique; elle joue un rôle fondamental dans la construction et la défense de la démocratie; elle contribue à l'épanouissement et au bien-être individuels et au développement de la communauté; elle est un excellent mécanisme de promotion de l'égalité, de la non-discrimination et de la compréhension entre des peuples d'origines différentes.
- Une éducation de qualité nécessite des enseignants de qualité au statut reconnu, comme doit l'être le principe suivant lequel des conditions de travail décentes sont des conditions d'apprentissage décentes.
- Les syndicats de l'éducation doivent être des acteurs de premier plan de la conception et la mise en œuvre de la politique d'éducation. L'éducation est un droit de l'homme. Dispenser une éducation publique de qualité pour tous, dans les pays en développement, émergents et industrialisés est un impératif moral.

Lorsque ces principes seront passés de la théorie à l'agenda du changement dans le cadre d'un programme concret de relance, nos enfants et les citoyens en général pourront espérer quelque chose de plus exaltant qu'un relèvement de la fiscalité et un abaissement douloureux des normes de vie.

Fred van Leeuwen est le Secrétaire général de l'Internationale de l'éducation